



Syndicat du Bassin de l'Oudon

Groupe Milon - 4 rue de la Roirie
49500 SEGRE EN ANJOU BLEU
Tél : 02.41.92.52.84 - mail : contact@bvoudon.fr - www.bvoudon.fr

COMPTE RENDU DE LA SEANCE PUBLIQUE DU COMITE SYNDICAL DU MERCREDI 10 AVRIL 2019 ET VENDREDI 26 AVRIL 2019

L'an deux mil dix-neuf, le dix avril les membres du comité syndical du Syndicat du Bassin de l'Oudon se sont réunis au Centre administratif intercommunal à CRAON, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président conformément aux articles L 5711-1, L5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales

STRUCTURES	NOM	PRENOM	TIT	SUP	Présent	Excusé
COMMUNAUTE DE COMMUNES CHATEAUBRIANT DERVAL	BRUNEAU	Jean-Luc		X		
	GAULTIER	Pascal	X			
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHÂTEAU GONTIER	DE VALICOURT	Dominique	X			
	FORVEILLE	Jean-Paul		X		
	GIGAN	Jean-Marie		X		
	GUILAUME	Serge		X		
	HENRY	Philippe	X			
	JAILLIER	Dominique	X			
	POINTEAU	Serge	X			
	TROTTIER	Cyrille		X		
LAVAL AGGLO	AUBRY	Maurice	X		1	
	DEULOFEU	Nicolas		X		
	HEMON	Céline		X		
	LABBE	Michel	X		1	
	LANDELLE	Sylvie		X		
	MICHEL	Louis	X		1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALLEES DU HAUT ANJOU	BERTHELOT	Patrice		X		
	DAVID	Arnaud		X		
	DUBOSCLARD	Hervé	X		1	
	FERRE	Jean-Pierre	X		1	
	FREULON	Stéphane		X		
	LEQUEUX	Jean-Paul		X		
	MENANT	Bernard	X		1	
	MEZIERE-FORTIN	Marie		X		1
	MOUSSEAU	Arnaud	X			
	RICHARD	Noël	X			1
	SAULOUP	Hugues	X			
	VIGNAIS	Vincent		X		

SIAEP CENTRE OUEST MAYENNAIS	JALLU	Gérard		X		
	VERON	Louis	X			
MARIGNE PEUTON	LIVENAIS	Patrice	X			
	TOUEILLE	Sophie	X			
PEUTON	BORDEAU	Dominique	X			
	LAUNAY	André	X			
PREE D'ANJOU	CHRETIEN	Patrice	X			
	RAIMBAULT	Mickaël	X			
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	ACCARY	Pascal		X		
	BEAUMONT	Jean-Pierre		X		
	BESNIER	Michel		X		
	BOULTOUREAU	Hubert	X		1	
	BRILLET	Dominique		X		1
	CERISIER	Isabelle		X	1	
	COLAS	Laurent	X			
	COUE	Henri	X			1
	DELAHAYE	Christian	X		1	
	DENIS-POIZOT	Françoise		X	1	
	DUMONT	Jean-Yves	X		1	
	DUMONT	Eugène		X		
	DUPONT	Sylvain		X		
	FAURE	Dominique	X			1
	FOLLIARD	Loïc		X		
	GAULTIER	Denis		X		
	GAULTIER	Bernard		X		
	GIBOIRE	Frédéric		X		
	GOHIER	Patrick	X			
	GRIMAUD	Gilles	X		1	
	GROSBOIS	Claude		X		1
	HAMARD	Benoît	X		1	
	HAMARD	Germain	X			
	HUREL	Philippe	X			
	JAMES	Marie-Agnès	X			1
	LARDEUX	Dominique		X		1
	MAHOT	Marcel	X			
	MEHAY	Didier	X			
	MONNIER	Jérémie		X		
	MOREL	Maryline		X		
	OREILLARD	Gabriel	X		1	
	PERROIS	Christian	X		1	
	ROBERT	Jacques		X		1
	RONCIN	Joël	X		1	
	ROUSSEZ	Olivier	X			
	SAGET	Bertrand	X			1
	SEJOURNE	Serge		X	1	

	SUPIOT	Gérard		X		
	VAN DER SCHAEUGH	Bernard	X			1
	VITOUR	Cyril		X		
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CRAON	BARBE	Béatrice		X		
	BENATRE	Simone		X		
	BERSON	Christian		X		
	BESNIER	Tony		X		
	BOISSEAU	Gilbert	X		1	
	BOURDAIS	Patrice		X		
	BREHIN	Colette		X		
	BRIQUET	Alain	X		1	
	CADOT	René		X		
	COLAS	Hervé		X		
	CROSNIER	Florent	X			
	DELANOE	Jean-Claude	X			1
	DEROUE	Loïc		X		
	DUTHEIL	Olivier		X		
	FOLLIARD	Valéry		X	1	
	FOUCHER	Hervé	X			
	FOURNIER	Joël		X		
	GAROT	Rémi	X			1
	GAUCHER	Olivier		X		
	GAUME	Bruno	X		1	
	GENDRY	Daniel	X			
	GILET	Claude		X		
	GIRAUD	Marc	X		1	
	HUNAU	Alain	X			
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CRAON	JEGU	Christel	X			
	JUGE	Joseph	X			
	LECOMTE	Jean-Marcel		X		
	LEFEVRE	Laurent		X		
	LEFORT	Brigitte		X		
	MOUSSU	Jean-Luc	X			
	PAILLARD	Claude	X			
	PESLERBE	Jean-Claude	X			
	PLANTE	Félix	X			
	POCHE	Franck		X		
	POIRIER	Franck		X		
	RAIMBAULT	Michel	X			
	RICARD	Viviane		X		
	SABIN	Joël	X		1	
	TARDIF	Michel	X			
	VERDIER	Bernard	X		1	

Délégués en exercice : 61 - Nombre de présents : 24 (20 titulaires et 4 suppléants)

Nombre de votants : 24 (20 titulaires et 4 suppléants)

Les délégués présents ne formant pas la majorité des membres en exercice, une absence de quorum a été constaté. Conformément à l'article L2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (applicable aux EPCI en vertu de l'article L5211-1 du CGCT), il a été décidé de convoquer à nouveau le Comité Syndical le 26/04/2019.

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-six avril les membres du comité syndical du Syndicat du Bassin de l'Oudon se sont réunis au Centre administratif intercommunal à CRAON, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président conformément aux articles L 5711-1, L5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

STRUCTURES	NOM	PRENOM	TIT	SUP	Présent	Excusé
COMMUNAUTE DE COMMUNES CHATEAUBRIANT DERVAL	BRUNEAU	Jean-Luc		X		
	GAULTIER	Pascal	X			
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHÂTEAU GONTIER	DE VALICOURT	Dominique	X		1	
	FORVEILLE	Jean-Paul		X		
	GIGAN	Jean-Marie		X		
	GUILAUME	Serge		X		
	HENRY	Philippe	X			
	JAILLIER	Dominique	X			
	POINTEAU	Serge	X			
	TROTTIER	Cyrille		X		
LAVAL AGGLO	AUBRY	Maurice	X			
	DEULOFEU	Nicolas		X		
	HEMON	Céline		X		
	LABBE	Michel	X		1	
	LANDELLE	Sylvie		X		
	MICHEL	Louis	X		1	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALLEES DU HAUT ANJOU	BERTHELOT	Patrice		X		
	DAVID	Arnaud		X		
	DUBOSCLARD	Hervé	X			1
	FERRE	Jean-Pierre	X			1
	FREULON	Stéphane		X		
	LEQUEUX	Jean-Paul		X		
	MENANT	Bernard	X			
	MEZIERE-FORTIN	Marie		X		
	MOUSSEAU	Arnaud	X			1
	RICHARD	Noël	X			1
	SAULOUP	Hugues	X			
	VIGNAIS	Vincent		X		
SIAEP CENTRE OUEST MAYENNAIS	JALLU	Gérard		X		
	VERON	Louis	X			
MARIGNE PEUTON	LIVENAIS	Patrice	X			
	TOUEILLE	Sophie	X			

PEUTON	BORDEAU	Dominique	X			
	LAUNAY	André	X			
PREE D'ANJOU	CHRETIEN	Patrice	X			
	RAIMBAULT	Mickaël	X			
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	ACCARY	Pascal		X		
	BEAUMONT	Jean-Pierre		X		
	BESNIER	Michel		X		
	BOULTOUREAU	Hubert	X			1
	BRILLET	Dominique		X		
	CERISIER	Isabelle		X		
	COLAS	Laurent	X			
	COUE	Henri	X			
	DELAHAYE	Christian	X		1	
	DENIS-POIZOT	Françoise		X		
	DUMONT	Jean-Yves	X		1	
	DUMONT	Eugène		X		
	DUPONT	Sylvain		X		
	FAURE	Dominique	X			1
	FOLLIARD	Loïc		X		
	GAULTIER	Denis		X		
	GAULTIER	Bernard		X		
	GIBOIRE	Frédéric		X		
	GOHIER	Patrick	X			
	GRIMAUD	Gilles	X			
	GROSBOIS	Claude		X		
	HAMARD	Benoît	X			
	HAMARD	Germain	X			
	HUREL	Philippe	X			
	JAMES	Marie-Agnès	X		1	
	LARDEUX	Dominique		X		
	MAHOT	Marcel	X			
	MEHAY	Didier	X			
	MONNIER	Jérémie		X		
	MOREL	Maryline		X		
	OREILLARD	Gabriel	X		1	
	PERROIS	Christian	X			
	ROBERT	Jacques		X		
	RONCIN	Joël	X		1	
	ROUSSEZ	Olivier	X			
	SAGET	Bertrand	X			1
	SEJOURNE	Serge		X		
	SUPIOT	Gérard		X		
	VAN DER SCHAECH	Bernard	X			
	VITOUR	Cyril		X		

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU
PAYS DE CRAON

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU
PAYS DE CRAON

BARBE	Béatrice		X		
BENATRE	Simone		X		
BERSON	Christian		X		
BESNIER	Tony		X		
BOISSEAU	Gilbert	X			
BOURDAIS	Patrice		X		
BREHIN	Colette		X		
BRIQUET	Alain	X		1	
CADOT	René		X		
COLAS	Hervé		X		
CROSNIER	Florent	X			
DELANOE	Jean-Claude	X		1	
DEROUET	Loïc		X		
DUTHEIL	Olivier		X		
FOLLIARD	Valéry		X		
FOUCHER	Hervé	X			1
FOURNIER	Joël		X		
GAROT	Rémi	X		1	
GAUCHER	Olivier		X		
GAUME	Bruno	X		1	
GENDRY	Daniel	X			
GILET	Claude		X		
GIRAUD	Marc	X			
HUNAUULT	Alain	X			
JEGU	Christel	X			
JUGE	Joseph	X			
LECOMTE	Jean-Marcel		X		
LEFEVRE	Laurent		X		
LEFORT	Brigitte		X		
MOUSSU	Jean-Luc	X			
PAILLARD	Claude	X			
PESLERBE	Jean-Claude	X			
PLANTE	Félix	X			
POCHE	Franck		X		
POIRIER	Franck		X		
RAIMBAULT	Michel	X		1	
RICARD	Viviane		X		
SABIN	Joël	X		1	
TARDIF	Michel	X			
VERDIER	Bernard	X		1	

15

8

Les délégués présents formant la majorité des membres en exercice, il a été, conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du comité syndical, ayant obtenu la majorité des suffrages, Monsieur DUMONT Jean-Yves a été désigné pour remplir les fonctions qu'il a acceptées.

Délégués en exercice : 61 - Nombre de présents : 15 (15 titulaires et 0 suppléants)

Nombre de votants : 15 (15 titulaires et 0 suppléants)

Le compte-rendu sommaire de la séance du 26 avril 2019 a été affiché au centre administratif de Craon le 29 avril 2019, conformément à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ordre du jour du Comité syndical :

1. Administration

1.1. Accueil des nouveaux délégués

1.2. Approbation du compte rendu de la séance précédente du 12 décembre 2018

1.3. Décisions du Président

1.4. Finances

1.4.1. Vote des comptes de gestion

1.4.2. Vote des comptes administratifs

1.4.3. Affectation des résultats

1.4.4. Vote des budgets supplémentaires

1.5. Approbation du rapport d'activités 2018

1.6. Ressources humaines

1.6.1. Taux de promotion d'avancement de grade

1.6.2. Organisation des services en période d'astreinte

1.6.3. Mise en place du RIFSEEP

1.6.4. Règlement intérieur des agents

2. Avis sur les questions importantes du S.D.A.G.E. et du P.G.R.I. Loire-Bretagne

3. Dossiers techniques milieux aquatiques

3.1. Signature d'une convention avec POLLENIZ (53) pour la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles

3.2. Engagement d'une étude sur les bivalves (moules d'eau douce) sur le bassin versant de l'Oudon

3.3. Engagement d'un inventaire faune flore sur le ruisseau de la Ripelais à St Saturnin du Limet

3.4. Compte rendu des commissions géographiques et suites à donner

4. Dossiers techniques pollutions diffuses

4.1. Dossier complémentaire pour le dossier bocage

4.2. Dossier complémentaire pour la communication 2019

4.3. Engagement de l'évaluation du programme d'actions sur le développement de l'agriculture biologique sur le bassin versant de l'Oudon

4.4. Charte des préconisateurs pour l'amélioration de la qualité de l'eau du bassin versant de l'Oudon et de la gestion quantitative

5. Présentation des travaux en cours et réalisés

6. Questions diverses

1. ADMINISTRATION

1.1. Accueil des nouveaux délégués

Présentation : Gilles GRIMAUD

Au 1^{er} janvier 2019, la Communauté de communes du Pays de Loiron a fusionné avec la Communauté d'agglomération de Laval.

Ont été reconduits dans leurs fonctions : LABBE Michel : Titulaire ; MICHEL Louis : Titulaire ; DEULOFEU Nicolas : Suppléant ; HEMON Céline : Suppléante.

Sont nouvellement désignés : AUBRY Maurice : Titulaire ; LANDELLE Sylvie : Suppléante.

Suite à la création de la commune nouvelle de Château-Gontier-sur-Mayenne, il a été procédé à l'installation de nouveaux délégués communautaires.

Ont été reconduits dans leurs fonctions au Syndicat du bassin de l'Oudon : HENRY Philippe, JAILLER Dominique, POINTEAU Serge (titulaires) ; FORVEILLE Jean-Paul, TROTTIER Cyrille, GUILAUME Serge, GIGAN Jean-Marie (suppléants).

Nouvelle représentante titulaire : Mme DE VALICOURT Dominique (remplace M. ROUSSEAU Hervé).

Discussions :

Pas de remarques particulières.

1.2. Approbation du compte rendu de la séance précédente du 12 décembre 2018

Présentation : Gilles GRIMAUD

Le compte rendu de la séance du 12 décembre 2018 est consultable sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / Bassin de l'Oudon / réunions.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : validé

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : validé

1.3. Décisions prises par le président

Présentation : Gilles GRIMAUD

2019-01	avenant n° 4 - marché "restauration de la continuité écologique de l'ouvrage du Bourg d'Athée et de l'ouvrage de treize vouges
---------	--

Présentation : Gabriel OREILLARD

Achat ou Décisions	Prestataires	Montant
Commission Pollutions		
diagnostics-conseil ciblé	CHAMBRE D'AGRICULTURE 53	8 010,00 €
accompagnements spécifiques		
accompagnements spécifiques		
accompagnements spécifiques		
Création lettre agricole n° 29	CER France	8 040,00 €
accompagnements spécifiques		
Impression et diffusion de la lettre agricole n° 29	CHAMBRE AGRICULTURE PAYS LOIRE	4 504,80 €
Ecriture 3 pages bulletin technique changement climatique		
Animation Oracle changement climatique		
création d'un module exposition photos	ATMOSPHERE	10 444,80 €
Intervention journée de communication agricole	ECO DYN	1 200,00 €
location salle de la rincerie 19/03 - changement climatique	CC PAYS DE CRAON	185,00 €

Achat ou Décisions	Prestataires	Montant
Commission Inondations		

Achat ou Décisions	Prestataires	Montant
Budget général		
achats alimentation réunions	LECLERC	100,00 €
achats alimentation réunions		
Livres	MILASSEAU	330,00 €
Repas des élus et agents	LE RENDEZ VOUS DES CHASSEURS	375,00 €
Achat mât en fibre pour réparer l'oriflamme bassin de l'Oudon	EXPOZ	48,78 €
gobelets biodégradables réunions	ECOLOMIQUE	53,55 €
mise à jour des trousse de secours	PHARMACIE DE L HOTEL DE VILLE	187,87 €

Achat ou Décisions	Prestataires	Montant
CLE		
Bocage - inventaire des éléments stratégiques	CHAMBRE AGRICULTURE PAYS LOIR	12 138,00 €
réalisation et impression carte de vœux CLE oudon	23è HOMME	163,74 €
repas entre 2 réunions CLE	LE MAIL	100,00 €
stylos publicitaires - journée mondiale de l'eau	DELTA BUREAU	582,00 €
spots publicitaires+animation table ronde - journée mondiale de l'eau	OXYGENE RADIO	2 274,00 €
flyers - journée mondiale de l'eau	IMPRIMERIE FAGUIER	357,60 €
intervention MNE - journée mondiale de l'eau	MAYENNE NATURE ENVIRONNEM	60,00 €
spectacle "la journée mondiale de l'eau"	ANIMA COMPAGNIE	349,80 €
Repas des intervenants - soiré de la biodiversité - journée mondiale de l'eau	LE RELAIS DE LA VERZEE	225,00 €

Achat ou Décisions	Prestataires	Montant
Commission Milieux aquatiques		
impression dossier réglementaire - 3 ouvrages - enquête publique	ADA 53	630,96 €
intervention clapet des hunaudières	MGS	230,00 €
Intervention clapet des hunaudières		
réparation d'une roue de la remorque bateau suite à crevaisson	ATTITUDE 2 ROUES	19,40 €
achat de ray gras remise en état chantiers fin de travaux - zh chatelais	CAM	326,70 €
intervention pour compte de tiers - embâcles station de pompage	MOREAU ET ASSOCIES	2 328,00 €
restauration mare à Choiseau - Challain		
engazonnement - bourg d'Iré	LARDEUX FRERES	4 001,71 €
subvention 2018 - rongeurs aquatiques nuisibles	FDGDON DE LA MAYENNE	7 549,00 €
achat de chaussures de sécurité - technicien	HEULIN ROUSSEAU	301,28 €
achat cadenas pour mise en sécurité des commandes des ouvrages hydrauliques		
intervention tracto - mise en place de nouvelles tôles des barrages du Bourg d'Iré	TRAVAUX MALAUNAI	1 440,00 €
mise en place de buses pour créer un accès à la parcelle de Ntre Dame d'Orveau		
Mise en place pompe - vidange plan d'eau des Hunaudières	DMTP	736,32 €
Achat vêtements de travail - technicien	DECATHLON	126,00 €
retrait dépôts vaseux	LEGENDRE	388,20 €
Changement 4 pneus et vidange duster A	X AUTO	539,02 €
achat de ray gras remise en état chantiers fin de travaux	CAM	57,77 €
sulvi faune flore - Moulin neuf - 2019	MAYENNE NATURE ENVIRONNEM	7 550,00 €
création graphique panneau pédagogique Pommerieux	23è HOMME	216,00 €
enlèvement embâcles au droit de la rivière de contournement de chatelais		
restauration ripisylve Argos en aval de Vallière à Loiré	ASDIES	22 345,90 €
restauration ripisylve Argos à Dannepots - Challain		
intervention pour compte de tiers - débroussaillage roncier en bord de rive - Loiré		
Réparation fil contacteur - Moulin Martin	PINEAU THERMIC	75,60 €
Reprise d'un chêne abimé lors d'un chantier de restauration - Pouancé	PROMO TRAVAIL	270,91 €
entretien des abords du barrage dela fortinière		
Plantation Châtélais et Bourg d'Iré	SYLVAGRAIRE	760,20 €
repas commission Araize Misengrain - 26/02	LA PORTE ANGEVINE	75,00 €
repas commission géographique de la verzée 01/03	LE RELAIS DE LA VERZEE	118,59 €
repas commission géographique de l'Oudon aval/Sazée 05/03	AUBERGE SAVOYARDE	128,00 €
Repas commission géographique de l'Argos/Hommée 07/03	LE RELAIS DU CHÂTEAU	117,00 €
repas entre commission MA et Bureau	LE MAIL	180,00 €
zone humide du bois 2 - inventaire faune flore	EDEN	4 500,00 €
affiches zone humide de la gravelle "rendez vos en terrain connu"	IMPRIMERIE FAGUIER	340,80 €
Impression affiches enquête publique sur 3 ouvrages à Craon		
journée nature-transport pour animation scolaire ecole A jardin Chaze sur argos	TRANSDEV	220,00 €
journée nature-animation atelier Invertébrés ecole A jardin Chaze sur argos	FEDERATION PECHE 49	285,00 €
création de supports de panneaux de présentation	SARL GUET	259,20 €
achat pompes d'herbages - mesures compensatoires	VITAL CONCEPT	3 342,24 €
achat de bouées de mouillage- mesures compensatoires	PECHEUR.COM	76,50 €
réfection lattes - passerelle de la viaillière - Cossé le Vivien	RENAUD MICKAEL	297,48 €
Achat de cales en chêne - mesures compensatoires	SARL CARRE	307,20 €

Discussions :

Pas de remarques particulières.

1.4. Finances

Présentation : Gabriel OREILLARD

Les comptes de gestion, les synthèses des comptes administratifs, les tableaux de reprise des résultats et des budgets supplémentaires sont consultables sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / bassin Oudon / réunions.

1.4.1. Vote des comptes de gestion

Proposition de délibération

EXPOSE

Monsieur Gabriel OREILLARD présente au comité syndical les comptes de gestion 2018, dressés par madame la trésorière de Craon, relatifs aux budgets du Syndicat du bassin de l'Oudon dont les résultats de ces comptes sont conformes à ceux des comptes administratifs de l'exercice 2018.

Ils se présentent comme suit :

Désignation du budget		Budget Général (38101)	Budget Inondations (38101)	Budget C.L.E. (38102)	Budget Pollutions (38103)	Budget Milieux aquatiques (38104)
Section de fonctionnement	Dépenses	558 888,39	258 187,78	144 416,23	293 825,60	530 297,09
	Recettes	558 888,39	226 531,75	195 330,90	356 782,38	773 458,27
	Résultat 2018	0,00	-31 656,03	50 914,67	62 956,78	243 161,18
	Résultats reportés	0,00	115 881,29	49 545,19	63 142,91	383 718,15
	Résultat de clôture	0,00	84 225,26	100 459,86	126 099,69	626 879,33
Section d'investissement	Dépenses	0,00	102 480,28	7 615,22	22 068,58	743 328,62
	Recettes	134,00	209 811,12	4 679,17	27 165,84	875 090,80
	Résultat 2018	134,00	107 330,84	-2 936,05	5 097,26	131 762,18
	Résultats reportés	721,10	158 001,38	14 854,30	1 004,16	-409 774,26
	Résultat de clôture	855,10	265 332,22	11 918,25	6 101,42	-278 012,08

Le comité syndical,

Après en avoir délibéré,

Approuve les comptes de gestion 2018 du Syndicat du Bassin de l'Oudon,

Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions à la réunion du 10 avril 2019 :

Madame Françoise DENIS-POIZOT demande pourquoi le résultat de clôture en investissement est négatif ?

Monsieur Gabriel OREILLARD – Ce qui est important est le résultat de clôture de fonctionnement avec celui d'investissement car les deux sections sont dépendantes, dans ce cas le résultat de clôture est positif.

1.4.2. Vote des comptes administratifs

Proposition de délibération

EXPOSE

Monsieur Gabriel OREILLARD présente au comité syndical les comptes administratifs 2018, Ils se présentent comme suit :

Compte administratif Budget Principal (38100)

Compte	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Compte Administratif 2018				
Opérations de l'exercice	558 888,39 €	558 888,39 €	0,00 €	134,00 €
Résultat de l'exercice	0,00 €	0,00 €		134,00 €
Résultats 2017 reportés		0,00 €		721,10 €
Résultat de clôture		0,00 €		855,10 €
RAR 2018				0,00 €
Résultat corrigé		0,00 €		855,10 €

Compte administratif budget annexe INONDATIONS (38101)

Compte	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Compte Administratif 2018				
Opérations de l'exercice	258 187,78 €	226 531,75 €	102 480,28 €	209 811,12 €
Résultat de l'exercice	31 656,03 €			107 330,84 €
Résultats 2017 reportés		115 881,29 €		158 001,38 €
Résultat de clôture		84 225,26 €		265 332,22 €
RAR 2018			190 000,00 €	25 500,00 €
Résultat corrigé		84 225,26 €		100 832,22 €

Compte administratif Budget annexe C.I.E. (38102)

Compte	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Compte Administratif 2018				
Opérations de l'exercice	144 416,23 €	195 330,90 €	7 615,22 €	4 679,17 €
Résultat de l'exercice		50 914,67 €	2 936,05 €	
Résultats 2017 reportés		49 545,19 €		14 854,30 €
Résultat de clôture		100 459,86 €		11 918,25 €
RAR 2018				0,00 €
Résultat corrigé		100 459,86 €		11 918,25 €

Compte administratif budget annexe POLLUTIONS (38103)

Compte	Fonctionnement		Investissement	
Compte Administratif 2018	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Opérations de l'exercice	293 825,60 €	356 782,38 €	22 068,58 €	27 165,84 €
Résultat de l'exercice		62 956,78 €		5 097,26 €
Résultats 2017 reportés		63 142,91 €		1 004,16 €
Résultat de clôture		126 099,69 €		6 101,42 €
RAR 2018			30 000,00 €	34 500,00 €
Résultat corrigé		126 099,69 €		10 601,42 €

Compte administratif budget annexe MILIEUX AQUATIQUES (38104)

Compte	Fonctionnement		Investissement	
Compte Administratif 2018	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Opérations de l'exercice	530 297,09 €	773 458,27 €	743 328,62 €	875 090,80 €
Résultat de l'exercice		243 161,18 €		131 762,18 €
Résultats 2017 reportés		383 718,15 €	409 774,26 €	
Résultat de clôture		626 879,33 €	278 012,08 €	
RAR 2018			320 950,00 €	632 668,00 €
Résultat corrigé		626 879,33 €		33 705,92 €

Désignation des budgets	Résultat de fonctionnement	Résultat d'investissement	Résultat de clôture	Solde des restes à réaliser	Résultat de clôture corrigé
Budget PRINCIPAL (38100)	0,00 €	855,10 €	855,10 €	0,00 €	855,10 €
Budget annexe INONDATIONS (38101)	84 225,26 €	265 332,22 €	349 557,48 €	-164 500,00 €	185 057,48 €
Budget annexe C.L.E. (38102)	100 459,86 €	11 918,25 €	112 378,11 €	0,00 €	112 378,11 €
Budget annexe POLLUTIONS (38103)	126 099,69 €	6 101,42 €	132 201,11 €	4 500,00 €	136 701,11 €
Budget annexe MILIEUX AQUATIQUES (38104)	626 879,33 €	-278 012,08 €	348 867,25 €	311 718,00 €	660 585,25 €
Total			943 859,05 €		1 095 577,05 €

M. Gilles GRIMAUD, Président, ne prenant pas part au vote et ayant quitté la séance,

Le comité syndical,

Après en avoir délibéré,

Approuve les comptes administratifs 2018,

Prend acte des restes à réaliser,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2016 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

1.4.3. Affectation des résultats**Proposition de délibération**

EXPOSE

Budget Général (38100)

Les membres du comité syndical,

Après avoir entendu le Compte administratif 2018 voté ce jour, statuent sur l'affectation du résultat de l'exercice 2018 du budget général,

Constatant que le compte administratif 2018 présente un résultat d'exécution :

- Résultat de la section de fonctionnement pour 0 €
 - Excédent à la section d'investissement pour 855.10 €
- Soit un résultat d'investissement pour 855.10 €

Le comité syndical,
Après avoir voté le Compte administratif 2018,

Décide de reporter les résultats suivants sur le budget supplémentaire :

Recettes d'investissement

001 – Excédent d'investissement reporté 855.10 €

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

Budget Inondations (38101)

Les membres du comité syndical,
Après avoir entendu le Compte administratif 2018 voté ce jour, statuent sur l'affectation du résultat de l'exercice 2018 du budget Inondations,

Constatant que le compte administratif 2018 présente un résultat d'exécution :

- Résultat de la section de fonctionnement pour 84 225.26 €

Soit un résultat de fonctionnement à affecter pour 84 225.26 €

- Excédent à la section d'investissement pour 265 332.22 €

Soit un résultat d'investissement pour 265 332.22 €

Le comité syndical,
Après avoir voté le Compte administratif 2018,
Compte tenu des restes à réaliser en dépenses et en recettes,
Compte tenu d'un excédent de financement de 100 832.22 €

Décide d'affecter les résultats suivants sur le budget supplémentaire :

Recettes de fonctionnement

002 – Excédent de fonctionnement reporté 84 225.26 €

Recettes d'investissement

001 – Excédent d'investissement reporté 265 332.22 €

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

Budget C.L.E. (38102)

Les membres du comité syndical,
Après avoir entendu le Compte administratif 2018 voté ce jour, statuent sur l'affectation du résultat de l'exercice 2018 du budget C.L.E.,

Constatant que le compte administratif 2018 présente un résultat d'exécution :

- Résultat de la section de fonctionnement pour 100 459.86 €

Soit un résultat de fonctionnement à affecter pour 100 459.86 €

- Excédent à la section d'investissement pour 11 918.25 €
Soit un résultat d'investissement pour 11 918.25 €

Le comité syndical,
Après avoir voté le Compte administratif 2018,
Compte tenu qu'il n'y a aucun reste à réaliser en dépenses et en recettes,

Décide d'affecter les résultats suivants sur le budget supplémentaire :

Recettes de fonctionnement

002 - Excédent de fonctionnement reporté 100 459.86 €

Recettes d'investissement

001 - Excédent d'investissement reporté 11 918.25 €

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulière.

Budget Pollutions (38103)

Les membres du Comité syndical,
Après avoir entendu le Compte administratif 2018 voté ce jour, statuent sur l'affectation du résultat de l'exercice 2018 du budget Pollutions,

Constatant que le compte administratif 2018 présente un résultat d'exécution :

- Résultat de la section de fonctionnement pour 126 099.69 €

Soit un résultat de fonctionnement à affecter pour 126 099.69 €

- Excédent à la section d'investissement pour 6 101.42 €

Soit un résultat d'investissement pour 6 101.42 €

Le comité syndical,
Après avoir voté le Compte administratif 2018,
Compte tenu des restes à réaliser en dépenses et en recettes,
Compte tenu d'un excédent de financement de 10 601.42 €

Décide d'affecter les résultats suivants sur le budget supplémentaire :

Recettes de fonctionnement

002 - Excédent de fonctionnement reporté 126 099.69 €

Recettes d'investissement

001 - Excédent d'investissement reporté 6 101.42 €

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

Budget Milieux aquatiques (38104)

Les membres du comité syndical,

Après avoir entendu le Compte administratif 2018 voté ce jour, statuent sur l'affectation du résultat de l'exercice 2018 du budget Milieux aquatiques,

Constatant que le compte administratif 2018 présente un résultat d'exécution :

- Excédent de la section de fonctionnement pour 626 879.33 €

Soit un résultat de fonctionnement à affecter pour 626 879.33 €

- Déficit à la section d'investissement pour 278 012.08 €

Soit un résultat déficitaire d'investissement pour 278 012.08 €

Le comité syndical,

Après avoir voté le Compte administratif 2018,

Compte tenu des restes à réaliser en dépenses et en recettes,

Compte tenu d'un excédent de financement de 33 705.92 €

Décide d'affecter les résultats suivants sur le budget supplémentaire :

Recettes de fonctionnement

002 – Excédent de fonctionnement reporté 626 879.33 €

Dépenses d'investissement

001 – Déficit d'investissement reporté 278 012.08 €

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

1.4.4. Vote des budgets supplémentaires

Proposition de délibération

EXPOSE

Le Comité Syndical a voté les budgets primitifs lors de sa séance du 12 décembre 2018.

Les restes à réaliser n'étant pas encore connus à cette date, ils sont repris, au même titre que les résultats 2018 dans les budgets supplémentaires soumis au vote de cette présente séance,

Ce budget est élaboré selon l'instruction M14 pour un vote par nature au niveau du chapitre. Il reprend les restes à réaliser et les résultats 2018.

Proposition est faite de voter les budgets supplémentaires comme suit :

CHAPITRE	LIBELLE	SYNTHESE 2019	BUDGET GENERAL	BUDGET INONDATIONS	BUDGET CLE	BUDGET POLLUTIONS	BUDGET MILIEUX AQUATIQUES
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	870 688,14		58 672,26	82 884,86	102 251,69	626 879,33
012	CHARGES DE PERSONNEL	0,00					
65+62	INDEMNITES ELUS	0,00					
66	CHARGES D'INTERET	0,00					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	15 000,00		15 000,00			
6811	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	0,00					
6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS	0,00					
022	DEPENSES IMPREVUES	0,00					
023	VIREMENT A LA SECTION D'INV.	0,00					
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	885 688,14	0,00	73 672,26	82 884,86	102 251,69	626 879,33
013	REMBOURSEMENT SUR PERSONNEL	0,00					
74	PARTICIPATIONS	0,00					
74	SUBVENTIONS	-77 928,00		-25 553,00	-17 575,00	-34 800,00	
73	IMPOTS ET TAXES	0,00					
70	REMBOURSEMENT AUTRES REDEVABLES	10 952,00				10 952,00	
76	PRODUITS FINANCIERS	0,00					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00					
78	REPRISE SUR PROVISIONS	15 000,00		15 000,00			
002	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	937 664,14		84 225,26	100 459,86	126 099,69	626 879,33
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	885 688,14	0,00	73 672,26	82 884,86	102 251,69	626 879,33
	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS	0,00					
16	REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNTS	0,00					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	232 750,00		51 000,00			181 750,00
204	SUBVENTION D'EQUIPEMENT VERSEE	82 000,00		82 000,00			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	74 003,35	855,10	7 000,00	11 918,25	6 230,00	48 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	298 093,56		150 832,22		39 355,42	107 905,92
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	17 000,00					17 000,00
020	DEPENSES IMPREVUES	0,00					
001	DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE	278 012,08					278 012,08
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	981 858,99	855,10	290 832,22	11 918,25	45 585,42	632 668,00
10222	FCTVA	0,00					
1068	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	0,00					
13	SUBVENTIONS	620 652,00				39 484,00	581 168,00
16	EMPRUNT	60 000,00		25 500,00			34 500,00
041		0,00					
238	AVANCES VERSEES	0,00					
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	0,00					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	17 000,00					17 000,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00					
001	EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	284 206,99	855,10	265 332,22	11 918,25	6 101,42	
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	981 858,99	855,10	290 832,22	11 918,25	45 585,42	632 668,00
	RESULTAT D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Le comité syndical,

Après en avoir délibéré,

Adopte les budgets supplémentaires 2018 du Syndicat du Bassin de l'Oudon,

Décide du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément au tableau ci-dessus,

Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

1.5. Approbation du rapport d'activité 2018

Le projet de rapport d'activité est consultable sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / bassin Oudon / réunions.

Présentation : Gilles GRIMAUD

Proposition de délibération

EXPOSE

Le rapport annuel 2018 du Syndicat du Bassin de l'Oudon est présenté ce jour en séance.

Le comité syndical,

Après en avoir délibéré,

Approuve le rapport d'activités 2018 du Syndicat du Bassin de l'Oudon ci-annexé,

Autorise Monsieur le Président, ou son représentant à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions à la réunion du 10 avril 2019 :

Monsieur Gilles GRIMAUD note l'intérêt d'avoir un seul rapport d'activité.

Discussions à la réunion du 26 avril 2019

Monsieur Louis MICHEL – Grâce à la dernière partie consacrée aux résultats, on voit le chemin parcouru et la nette amélioration de la qualité de l'eau.

1.6. Ressources humaines

Présentation : Marie-Agnès JAMES

En 2018, des décisions concernant les ressources humaines ont été délibérées puis soumises à l'avis du Comité Technique Paritaire (C.T.P.) de la Mayenne. Les délibérations ne sont valables que si cet avis figure à la délibération. Il convient donc de re-délibérer.

À la demande du C.T.P., des modifications ont été apportées uniquement au règlement intérieur. Elles sont apparentes dans le document sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / Bassin de l'Oudon / réunions.

1.6.1. Taux de promotion d'avancement de grade

Proposition de délibération

EXPOSE

La loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, article 35, modifiant l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale, stipule :

« le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promu à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade ». Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique paritaire.

Vu le faible effectif de la collectivité, il est proposé de fixer le taux à 100 %.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 27/09/2018,

Le comité syndical

Après en avoir délibéré

Décide de fixer à 100 % le taux de promotion à appliquer à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions à un avancement de grade.

Autorise le président ou son représentant, à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°2018-63 du 13 juin 2018.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

1.6.2. Organisation des services en période d'astreinte
Proposition de délibération

EXPOSE

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

Le président explique que le Syndicat du Bassin de l'Oudon est amené à gérer des ouvrages en période hivernale afin de lutter contre les inondations. Le syndicat étant une petite structure, seuls deux agents sont aujourd'hui à même d'intervenir pour la gestion des ouvrages, les interventions et le suivi informatique. Il propose d'organiser le service afin de permettre au syndicat de remplir pleinement ses missions :

- Qu'en période travaillée, les agents ne partent pas en congés ensemble,
- Que lorsqu'un risque inondation est annoncé pour les fins de semaine et jours fériés le président puisse imposer une astreinte de dernière minute à l'agent disponible afin de permettre une continuité dans la surveillance et l'intervention éventuelle de l'agent en cas de problème sur un ouvrage.

Les agents des collectivités territoriales bénéficient d'une indemnité non soumise à retenue pour pension lorsqu'ils sont appelés à participer à une période d'astreinte. Une période d'astreinte s'entend comme période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Le président propose donc la mise en place d'une période d'astreinte lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- Pour les fins de semaine (samedi et dimanche) et les jours fériés,
- Pour la période allant du 15 octobre au 31 mars,
- Dans le cas d'un événement climatique susceptible de provoquer des inondations dommageables sur le Bassin versant de l'Oudon.

Compte tenu des contraintes liées à la prévision des événements, l'astreinte pourra être décidée moins de 15 jours avant la période concernée.

L'agent pourra être amené à intervenir :

- À la demande du président ou de son représentant, il sera alors prévenu sur son téléphone portable professionnel,
- De lui-même s'il juge qu'il est opportun de se rendre au bureau pour suivre l'évolution des dispositifs de retenue des eaux ou sur le terrain pour surveiller les ouvrages. Il informera alors auparavant de son initiative le président ou son représentant et se fera dans la mesure du possible accompagné d'un élu du syndicat au cas où il se rendrait sur site alors que la situation est à risque.

L'agent disposera d'un maximum de 2 heures pour rejoindre les bureaux du syndicat.

Sont concernés les cadres d'emplois appartenant à la filière technique. Ces périodes pourront être effectuées par des agents titulaires ou non titulaires.

Le comité syndical,

Sur proposition du bureau,

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire du 23/11/2018,

Après en avoir délibéré,

- Charge le président de rémunérer ou de compenser le cas échéant et à défaut, les périodes ainsi définies conformément aux textes en vigueur,
- Précise que les revalorisations réglementaires qui pourraient intervenir s'appliqueront automatiquement,
- Précise que les crédits correspondants sont inscrits sur le budget annexe inondations de l'exercice en cours,
- Autorise le président à prendre et à signer tout acte y afférent.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°2018-88 du 10 octobre 2018.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

1.6.3. Mise en place du RIFSEEP

Proposition de délibération

Création du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

EXPOSE

Le comité syndical,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire du 23/11/2018,

et après en avoir délibéré, décide :

Article 1 : Objet

Il est institué, selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

Il se compose:

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;

- d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

La collectivité a décidé, afin de valoriser l'exercice des fonctions et de reconnaître l'engagement professionnel et la manière de servir des agents, de refondre son régime indemnitaire et d'instaurer le RIFSEEP et de le substituer à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

Article 2 : Bénéficiaires

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, une telle prime a été instaurée pour le corps ou services de l'Etat servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois listés ci-dessous.

La prime pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public.

Le régime indemnitaire sera versé par :

- Le RIFSEEP pour les cadres d'emplois suivants :
 - o Attachés,
 - o Rédacteurs,
 - o Adjoints administratifs,
 - o Agents de maîtrise,
 - o Adjoints techniques.

Et pour les cadres d'emplois aujourd'hui non concernés par le RIFSEEP :

- La PSR et l'ISS dans le cadre des délibérations antérieures, et ce pour les cadres d'emplois suivants (filière technique) :
 - o Ingénieurs,
 - o Techniciens.

Il est entendu que ces primes seront automatiquement remplacées par la référence RIFSEEP au fur et à mesure de la sortie des arrêtés déclinant le RIFSEEP aux corps de référence, et ce à la date d'application précisée dans les arrêtés individuels.

Si de nouveaux grades, non listés ci-dessus, sont créés au Syndicat du Bassin de l'Oudon, le régime indemnitaire leur sera étendu automatiquement selon leur catégorie hiérarchique et leurs fonctions.

Article 3 : Montants

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés.

Catégorie A	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Direction
Groupe 2	Responsable de service
Groupe 3	Experts
Groupe 4	Chargés de mission

Catégorie B	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Responsable de service
Groupe 2	Experts
Groupe 3	Chargés de mission

Catégorie C	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Collaborateurs experts
Groupe 2	Collaborateurs

Il est proposé que les montants de référence pour les cadres d'emplois visés à l'article 2 soient fixés à :

Cadres d'emplois	Groupe	Plafond annuel	
		IFSE	CIA
Catégorie A	Groupe 1	18 000 €	2 700 €
	Groupe 2	16 000 €	2 520 €
	Groupe 3	13 200 €	1 980 €
	Groupe 4	10 800 €	1 620 €
Catégorie B	Groupe 1	9 600 €	1 150 €
	Groupe 2	8 400 €	1 000 €
	Groupe 3	7 200 €	860 €
catégorie C	Groupe 1	6 000 €	600 €
	Groupe 2	4 800 €	480 €

Les plafonds annuels sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Ces montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

Article 4 : Modulations individuelles

Part fonctionnelle (IFSE) : indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertises

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilité, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions,
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) Complément indemnitaire annuel

Il est proposé d'attribuer individuellement aux agents un coefficient de prime appliqué au montant de base (cf. article 3) et pouvant varier de 0 à 100%.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'évaluation professionnelle grâce à l'examen des critères précisés au chapitre 5.

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement après les entretiens professionnels.

Le coefficient attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

Les montants perçus par chaque agent au titre des deux parts de la prime sont fixés par arrêtés individuels.

Article 5 : Critères

Les critères pour la part IFSE sont les suivants :

- . Les sujétions,
- . La technicité,
- . L'encadrement,
- . L'ancienneté (expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions),

Les critères pour la part CIA sont les suivants :

- . L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- . Les compétences professionnelles et techniques,
- . Les qualités relationnelles,
- . Le cas échéant, la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Article 6 : Modalité de maintien, retenue pour absence ou suppression

En ce qui concerne les modalités de maintien ou de suppression du régime indemnitaire et notamment pour le cas des agents momentanément indisponibles (congé maladie ordinaire, maternité, paternité...), le sort des primes et indemnités suivra les mêmes règles d'abattement que la rémunération principale.

Article 7 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} novembre 2018.

Article 8 : Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°2018-89 du 10 octobre 2018.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

1.6.4. Règlement intérieur des agents

Proposition de délibération

EXPOSE

Le règlement intérieur des agents est proposé par le centre de gestion de la Mayenne. Il a été adapté au contexte du Syndicat du Bassin de l'Oudon.

Il s'agit d'un recueil des conditions de travail dans la collectivité (temps de travail, congés, hygiène et sécurité, ...). Il doit être adopté par le comité syndical.

Le comité syndical,

Sur proposition du bureau,

Vu l'avis favorable du Comité technique paritaire du 08/03/2019,

Après en avoir délibéré,

Décide d'adopter le règlement intérieur ci-annexé,

Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°2018-90 du 10 octobre 2018.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

2. AVIS SUR LES QUESTIONS IMPORTANTES DU S.D.A.G.E. ET DU P.G.R.I. LOIRE-BRETAGNE

Documents sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / Bassin Oudon / réunions.

Présentation : Louis MICHEL

EXPOSE

Le Comité de bassin Loire-Bretagne sollicite l'avis des assemblées sur les questions importantes du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et de Plan de Gestion du Risque Inondations du bassin Loire-Bretagne. Il s'agit d'une étape préalable à la révision de ces documents de planification.

Les documents suivants sont mis à la disposition des membres du Comité syndical :

- Questions importantes et programme de travail pour la gestion de l'eau de 2022-2027,
- Élaboration du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 : Questions importantes, Calendrier et programme de travail,
- Évaluation préliminaire des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne - Addendum 2ème cycle,
- Liste des Territoires à Risque important d'Inondation.

Le Comité de bassin a remis un « cadre de réponse » à compléter.

Le comité syndical,
Sur proposition du bureau pour la partie gouvernance, et des Commissions Milieux Aquatiques, Inondations, et Pollutions diffuses pour les autres parties respectives,
Après avoir pris connaissance des documents,
Après en avoir délibéré,
Approuve le document « cadre de réponse » ci-annexé,

Donne un avis favorable aux questions importantes du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et du Plan de Gestion du Risque Inondations sous réserve de la prise en compte des observations formulées,

Autorise le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions à la réunion du 26 avril 2019 :

Monsieur Louis MICHEL expose le contexte de la révision du S.D.A.G.E. et les points importants.

3. DOSSIERS TECHNIQUES MILIEUX AQUATIQUES

3.1. Signature d'une convention avec POLLENIZ (53) pour la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles

La convention est en cours de finalisation. Elle sera consultable à partir du 4 avril sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / Bassin de l'Oudon / réunions.

Présentation : Joël RONCIN

Proposition de délibération

EXPOSE

Les rongeurs aquatiques nuisibles (ragondin et rat musqué) engendrent de nombreux dégâts sur les ouvrages hydrauliques, les berges et les cultures. Ils sont également vecteurs de maladies comme la Leptospirose.

Afin de réguler la prolifération des rongeurs aquatiques nuisibles sur la partie nord du bassin, le Syndicat souhaite mettre en œuvre un programme d'actions pour l'année 2019 en partenariat avec POLLENIZ (53).

Ce programme d'actions qui tend vers le Plan d'Action Régional « Rongeurs aquatiques envahissants » comprend notamment :

- La réalisation des actions de surveillance ;
- L'animation et l'encadrement des réseaux communaux de piégeurs bénévoles ;
- Le défraiement des piégeurs au titre de leurs captures ;

Il concerne tous les cours d'eau et zones humides du territoire, tant sur le domaine public que sur le domaine privé.

Afin de fixer les modalités du partenariat avec POLLENIZ (53), il convient de signer une convention.

Le comité syndical,
Sur proposition de la commission Milieux Aquatiques,
Après en avoir délibéré,
Approuve le programme d'actions 2019 pour la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles,
Approuve la convention avec POLLENIZ pour la mise en œuvre du programme d'actions 2019,

Autorise Monsieur le Président à signer la convention,
Dit que les crédits sont et seront inscrits au budget du Syndicat du Bassin de l'Oudon,
Autorise le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions à la réunion du 10 avril 2019 :

Il est constaté qu'il y a toujours deux conventions différentes en Maine et Loire et en Mayenne. Monsieur Joël RONCIN dit que la prime à la capture est encore différente, elle va être en 2019 à 2,50 € en Mayenne et à 3 € en Maine et Loire (1,50 € Département Maine et Loire - 1,50 € Syndicat). Monsieur Gilles GRIMAUD conclut qu'il faut tendre vers une harmonisation.

3.2. Engagement d'une étude sur les bivalves (moules d'eau douce) sur le bassin versant de l'Oudon

Présentation : Joël RONCIN

Proposition de délibération

EXPOSE

Les bivalves d'eau douce (ex : moule d'eau douce) sont des animaux peu charismatiques, souvent difficiles à observer et mal connus. Ces animaux filtreurs jouent cependant un rôle important dans l'écosystème aquatique.

Afin de d'inventorier les bivalves et d'évaluer l'impact des travaux de restauration du lit mineur sur ces espèces, il est proposé de réaliser étude sur une quinzaine de stations à l'échelle du bassin versant. Cette opération s'inscrit dans le cadre du C.T.M.A. (Contrat territorial milieux aquatiques).

Le comité syndical,

Sur proposition de la Commission Milieux Aquatiques,

Après en avoir délibéré,

Approuve l'étude,

Dit que le montant estimatif de l'étude est de 5 500 € TTC,

Décide de solliciter les partenaires financiers (Agence de l'eau, Département de la Mayenne, Département du Maine-et-Loire, Région des Pays de la Loire) au maximum de leurs possibilités.

Dit que les crédits sont et seront inscrits au budget du Syndicat du Bassin de l'Oudon,

Autorise le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

3.3. Engagement d'un inventaire faune flore sur le ruisseau de la Ripelais à St Saturnin du Limet

Présentation : Joël RONCIN

Dans le cadre de l'étude préalable à la restauration de la continuité écologique du ruisseau de la Ripelais au plan d'eau des Hunaudières (St Saturnin du Limet), il est proposé au comité syndical de délibérer sur la réalisation d'un inventaire faune/flore du site.

L'objectif est d'analyser l'évolution de la biodiversité à la suite de la vidange et de l'abaissement du niveau d'eau.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du C.T.M.A. (Contrat territorial milieux aquatiques).

Le comité syndical,
Sur proposition de la commission Milieux Aquatiques,
Après en avoir délibéré,
Approuve l'étude,
Dit que le montant estimatif de l'étude est de 6 200 € TTC,
Décide de solliciter les partenaires financiers (Agence de l'eau, Département de la Mayenne, Région des Pays de la Loire) au maximum de leurs possibilités.
Dit que les crédits sont et seront inscrits au budget du Syndicat du Bassin de l'Oudon,
Autorise le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

3.4. Compte rendu des commissions géographiques et suites à donner

Le compte rendu est consultable sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / Bassin de l'Oudon / réunions.

Présentation : Joël RONCIN

Les commissions géographiques se sont déroulées du 25 février au 7 mars. Il convient de dresser le compte rendu de ces réunions de terrain et d'envisager les suites à donner.

Discussions à la réunion du 10 avril 2019 :

Monsieur Joël RONCIN remercie les technicien/nes qui préparent ces journées. Il déplore le manque de participants. Historique fait qu'il y a plus de participation au sud.

Monsieur Joël RONCIN – Que faire de plus pour avoir plus de participants ?

Au sud essayez un samedi n'avait rien apporté.

En 2020, il faudrait faire les commissions géographiques plus tôt compte tenu des élections.

Discussions à la réunion du 26 avril 2019 :

Il annonce la journée du 6 septembre pour les visites de tous les délégués sur les réalisations et projets des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Oudon.

4. DOSSIERS TECHNIQUES POLLUTIONS DIFFUSES

4.1. Dossier complémentaire pour le dossier bocage

Présentation : Hervé FOUCHER

Proposition de délibération

EXPOSE

Le Syndicat du bassin de l'Oudon porte un programme de plantations bocagères sur le territoire de Anjou Bleu Communauté (délibération n°2018-77 du 13 juin 2018). La Chambre d'agriculture du Maine et Loire fait une demande supplémentaire de crédits de 5 000 € pour faire face aux demandes de plantations. Le Département du Maine et Loire et la Région des Pays de la Loire ont accepté le dépôt d'un dossier de demande de subventions complémentaires. Le reste à charge sera versé par les planteurs au Syndicat.

Le comité syndical,
Sur proposition de la commission Pollutions,

Après en avoir délibéré,
Décide d'augmenter le montant de l'opération de plantations de haies bocagères de 45 000 € H.T. à 50 000 € H.T.,
Décide de solliciter les partenaires financiers,
Dit que le plan de financement validé le 13 juin 2018 reste inchangé,
Dit que les crédits sont inscrits au budget supplémentaire annexe pollutions,
Autorise le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

4.2. Dossier complémentaire pour la communication 2019

Présentation : Hervé FOUCHER

Proposition de délibération

EXPOSE

Le Syndicat du bassin de l'Oudon a déposé une demande de subventions pour les actions de communication en 2019 dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux. L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne a donné son accord de subventions pour un montant de 17 000 € TTC pour une exposition photos itinérante pour valoriser l'implication des agriculteurs dans l'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques (12 000 € TTC) ainsi que pour la journée mondiale de l'eau (5 000 € TTC).

Suite à la consultation des entreprises, le coût de l'exposition photos est réévalué à 16 000 € TTC.

Le comité Syndical,

Sur proposition de la Commission pollutions et du bureau de la C.L.E.,

Après en avoir délibéré,

Décide de réviser les opérations de communication pour un montant de 21 000 € TTC,

Autorise le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussion à la réunion du 10 avril 2019 :

Monsieur Hervé FOUCHER dit que les communes sont sollicitées pour exposer les photos. Le module d'exposition sera facile à mettre en place.

4.3. Engagement de l'évaluation du programme d'actions sur le développement de l'agriculture biologique sur le bassin versant de l'Oudon

Présentation : Hervé FOUCHER

Le diagnostic et le plan d'actions sont consultables sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / Bassin Oudon / réunions.

Proposition de délibération

EXPOSE

Dans le cadre du Contrat Territorial Pollution diffuses 2015-2019, le Syndicat du Bassin de l'Oudon a commandé un diagnostic d'opportunité de développement de l'agriculture biologique sur le bassin versant de l'Oudon. Ce diagnostic a été réalisé en 2016 et 2017 par la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire. Cette étude s'est clôturée par la réalisation d'un plan d'actions réalisables par différents acteurs du territoire.

Dans le cadre de l'évaluation du Contrat territorial et de la future programmation, il est proposé d'actualiser les chiffres de 2016, et de faire le point sur l'avancement des actions, pour en intégrer si nécessaire dans le prochain contrat territorial.

Le comité syndical,
Sur proposition de la Commission pollutions,
Après en avoir délibéré,
Décide d'engager l'évaluation et la mise à jour du programme d'actions sur le développement de l'agriculture biologique sur le bassin versant de l'Oudon,
Dit que le montant estimatif de l'opération est de 3 000 € TTC,
Sollicite les partenaires financiers au maximum de leurs possibilités,
Dit que les crédits sont inscrits au budget supplémentaire annexe pollutions,
Autorise le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire,

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions :

Pas de remarques particulières.

4.4. Charte des préconisateurs pour l'amélioration de la qualité de l'eau du bassin versant de l'Oudon et de la gestion quantitative

Présentation : Hervé FOUCHER

La Charte des « préconisateurs sur les pratiques agricoles permettant d'améliorer la qualité de l'eau du bassin versant de l'Oudon et la gestion quantitative » est consultable sur www.bvoudon.fr rubrique accès réservé / Bassin Oudon / réunions.

Proposition de délibération

EXPOSE

Une charte des préconisateurs sur les pratiques agricoles permettant d'améliorer la qualité de l'eau du bassin versant de l'Oudon, a été signée en 2011 par 20 organismes de conseil agricole. Une démarche d'actualisation de la charte a été menée, et une version actualisée a été adoptée par le Comité de Pilotage à Vocation Agricole du Bassin de l'Oudon, qui réunit les acteurs agricoles du Bassin.

Il est proposé d'autoriser le Président à signer la charte actualisée.

Le comité syndical,
Sur proposition de la Commission pollutions,
Après en avoir délibéré,
Approuve les engagements du Syndicat,
Autorise le Président, ou son représentant, à signer la « Charte des préconisateurs sur les pratiques agricoles permettant d'améliorer la qualité de l'eau du bassin versant de l'Oudon et la gestion quantitative », en tant qu'organisme partageant les principes de la charte et soutenant l'opération.

Vote indicatif à la réunion du 10 avril 2019 : Unanimité

Vote à la réunion du 26 avril 2019 : Unanimité

Discussions du 10 avril 2019 :

Des structures ont fusionné, ce qui va modifier les signataires. Une signature officielle sera organisée.

5. PRÉSENTATION DES TRAVAUX EN COURS ET RÉALISÉS

Présentation en séance. Cf. diaporama ci-annexé.

Discussions à la réunion du 10 avril 2019 :

Monsieur Louis MICHEL, Monsieur Hervé FOUCHER et Madame Lénaïg LHERBIER présentent les travaux réalisés depuis le dernier comité syndical de décembre.

6. QUESTIONS DIVERSES

A la réunion du 10 avril 2019 :

Madame Lénaïg LHERBIER dit que 15 personnes étaient présentes à la soirée amphibiens à Peuton.

Monsieur Christian DELAHAYE informe que le réseau ARBRE¹ (49) sollicite les propriétaires pour bénéficier d'un inventaire de biodiversité sur les étangs privés qui servent à l'irrigation. Il est étonné que le Syndicat du Bassin de l'Oudon n'y soit pas associé.

Madame Lénaïg LHERBIER et Madame Régine TIELEGUINE n'en n'ont pas connaissance.

Les séances sont closes.

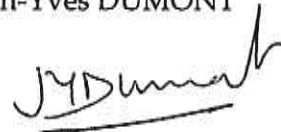
Secrétaire de séance du 10 avril 2019

M. Hervé DUBOSCLARD



Secrétaire de séance du 26 avril 2019

M. Jean-Yves DUMONT



¹ Agriculteurs Respectueux de la Biodiversité et des Richesses et de l'Environnement

